

ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par le Secrétaire d'Etat à la Coopération au développement, le 26 mars 1999, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté royal "modifiant l'arrêté royal du 25 avril 1956 fixant le statut des agents du Ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur", a donné le 7 avril 1999 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, vierde kamer, op 26 maart 1999 door de Staatssecretaris voor Ontwikkelingssamenwerking verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het koninklijk besluit van 25 april 1956 tot vaststelling van het statuut van de ambtenaren van het Ministerie van Buitenlandse Zaken en Buitenlandse Handel" heeft op 7 april 1999 het volgende advies gegeven :

Suivant l'article 84, alinéa 1er, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, inséré par la loi du 4 août 1996, la demande d'avis doit spécialement indiquer les motifs qui en justifient le caractère urgent.

En l'occurrence, cette motivation telle qu'elle est reproduite dans le préambule du projet d'arrêté royal est la suivante :

"Vu l'urgence motivée par la circonstance que, d'une part la loi portant création de la CTB donne à celle-ci l'exclusivité de certaines tâches de service public en matière de coopération bilatérale directe et (que), d'autre part, les Conventions générales de coopération et les Arrangements particuliers entre l'Etat belge et les pays partenaires, partenaires de la coopération bilatérale directe, statuaient que l'exécution de ces tâches est confiée à l'Administration générale de la Coopération au développement et qu'il convient dès lors de fournir dans les meilleurs délais à ces pays partenaires, les assurances sur les modalités permettant à garantir la continuité dans la réalisation des prestations de coopération, de même que la circonstance que chaque délai en ce qui concerne la mise en oeuvre des lois et des arrêtés portant réforme de la Coopération internationale belge risque de provoquer une confusion chez les partenaires de la Coopération internationale belge;"

*

* *

Conformément à l'article 84, alinéa 2, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, la section de législation s'est limitée aux observations ci-après.

.../...

Préambule

Alinéas 2 à 5

Ces alinéas doivent être omis. En effet, les textes qui y sont visés ne procurent aucun fondement à l'arrêté en projet et ne sont pas modifiés par lui.

Alinéa 6

Il convient de viser l'arrêté royal du 25 avril 1956 fixant le statut des agents du ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur avec toutes ses modifications expresses et encore en vigueur.

Alinéa 7

Au cas où il y aurait lieu d'abroger en tout ou en partie l'arrêté du 10 avril 1967 visé dans cet alinéa, il conviendrait de le viser avec toutes ses modifications (1).

Alinéa 13

Lorsque l'avis est demandé dans un délai ne dépassant pas trois jours, il est d'usage de rédiger ainsi qu'il suit l'alinéa y relatif :

(1) Cfr. l'observation finale.

"Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 7 avril 1999, en application de l'article 84, alinéa 1er, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;".

Dispositif

Article 4

1. Cet article prévoit de compléter l'arrêté royal du 25 avril 1956 par un chapitre VI. En procédant de la sorte, l'auteur du projet place ce chapitre après les dispositions finales et transitoires, ce qui est contraire aux recommandations en matière de légistique formelle.

Il y a, dès lors, lieu d'insérer les dispositions relatives à la carrière des attachés de la coopération internationale après le chapitre III relatif à la carrière de chancellerie, sous la forme d'un chapitre IIIbis. La numérotation des articles sera revue en conséquence.

2. Ainsi qu'il ressort des explications du chef de cabinet du Secrétaire d'Etat à la Coopération au développement, les dispositions contenues dans ce nouveau chapitre s'inspirent largement de celles qui concernent les agents de la carrière du Service extérieur du ministère des Affaires étrangères.

Dans la mesure où ces dispositions ont déjà été soumises, par le passé, à l'examen de la section de législation, il est renvoyé aux précédents avis les concernant.

.../...

Article 64 en projet

La volonté de l'auteur du projet n'étant pas de rendre les dispositions de l'arrêté royal du 7 août 1939 concernant l'évaluation et la carrière des agents de l'Etat, telles qu'elles ont été modifiées en dernier lieu par l'arrêté royal du 2 décembre 1998, non applicables au statut des agents de la carrière des attachés de la Coopération internationale, à l'exclusion des modifications qui leur seraient ultérieurement apportées, il y a lieu de supprimer, à l'alinéa 2, 2°, in fine, les mots "modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 2 décembre 1998".

Article 67 en projet

1. En son paragraphe 2, cette disposition détermine le programme du concours de recrutement. Le 2° en projet prévoit

"une épreuve portant sur la connaissance usuelle de la seconde langue nationale pour exercer une fonction de niveau 1, telle qu'elle est fixée par l'article 14 de l'arrêté royal du 30 novembre 1966 fixant les conditions de délivrance de certificats de connaissances linguistiques prévues à l'article 53 des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966."

Le Conseil d'Etat constate que l'article 6, § 3, 3°, de l'arrêté royal du 25 avril 1956, précité, prévoit, quant à lui, pour le recrutement des candidats de la carrière du Service extérieur, une épreuve portant sur "la connaissance suffisante de la langue française ou de la langue néerlandaise ...".

.../...

Outre que l'expression "la connaissance usuelle" est impropre - en effet on n'a pas une connaissance usuelle d'une langue, mais bien une connaissance de la langue usuelle - le Conseil d'Etat n'aperçoit pas la différence entre une "connaissance usuelle" et une "connaissance suffisante".

Si l'intention de l'auteur du projet est d'exiger au stade du recrutement le même degré de connaissances linguistiques, il y aurait lieu d'utiliser une terminologie uniforme.

Si l'intention était autre, il conviendrait de justifier le degré d'exigence différent de connaissance de la seconde langue entre les agents de la carrière du service extérieur du ministère des Affaires étrangères et des attachés de la Coopération internationale au regard du principe d'égalité et de non-discrimination.

2. Au 4° en projet, le Conseil d'Etat n'aperçoit pas la portée exacte de la délégation accordée au ministre qui a la Coopération au développement dans ses attributions vu que le niveau de connaissance est déjà défini dans cette disposition. Il y est dit, en effet, que la connaissance de l'anglais ou de l'espagnol doit être une connaissance suffisante.

3. A l'alinéa 4 du § 2, en projet, il convient, en s'inspirant de l'article 6, § 2, de l'arrêté royal du

.../...

25 avril 1956, précité, d'apporter certaines précisions quant à l'épreuve préalable.

Article 68 en projet

1. Au paragraphe 4 en projet, on peut se demander si la délégation au ministre ne devrait pas être plus précise quant au contenu des programmes de cours.

Par ailleurs, mieux vaut écrire au début de ce paragraphe : "Durant le stage, les lauréats suivent les cours prescrits ...".

En outre, il y a lieu de remplacer dans le texte néerlandais du projet, le mot "stage" par le mot "proeftijd".

2. Au paragraphe 5 en projet, il convient de préciser les modalités de désignation du maître de stage.

Article 69 en projet

1. Au paragraphe 1er en projet, il convient de prévoir que le stagiaire peut faire valoir des observations sur les rapports de stage qui ont été établis à son sujet à

.../...

l'instar de ce qui se passe généralement dans la fonction publique fédérale (1).

2. Le paragraphe 2 en projet prévoit le licenciement du stagiaire pour cause d'inaptitude professionnelle pendant la période qui précède l'examen d'admission définitive.

Il y a lieu de compléter cette disposition en prévoyant une audition préalable du stagiaire, comme c'est le cas au paragraphe 3, en projet.

3. Au paragraphe 3, alinéa 3, en projet, il est permis, dans le silence du texte, de se demander si le conseil de direction peut proposer une prolongation du stage.

Article 70 en projet

Autant l'article 9 de l'arrêté royal du 25 avril 1956, précité, apporte des précisions sur le contenu des épreuves de l'examen d'admission définitive pour les stagiaires de la carrière du service extérieur, autant l'article 70, § 1er, en projet est imprécis.

Il y a lieu de le compléter.

(1) voir, en ce sens, notamment, l'article 28quinquies de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat.

Article 71 en projet

Au paragraphe 2, alinéa 2, en projet, il est question d'absences "pour cause de maladie ou d'infirmité".

Ne conviendrait-il pas d'être plus large, eu égard à l'article 68, § 6, en projet, qui utilise l'expression "cas de force majeure" ?

Article 72 en projet

A l'alinéa 2, les mots "pour les stagiaires qui ont échoué à l'épreuve énoncée à l'article 70, § 1er" sont à omettre.

Article 81 en projet

Cette disposition consacre la promotion par avancement barémique pour la carrière des attachés de la Coopération internationale.

Cependant, le deuxième alinéa en projet est imprécis et devrait viser expressément les dispositions qui déterminent le classement des agents de l'Etat dans l'hypothèse d'une promotion par avancement barémique, compte tenu, notamment, de l'article 64, alinéa 2, en projet.

.../...

Article 85 en projet

Aux troisième et quatrième alinéas en projet, il conviendrait de faire référence, de manière précise, aux textes réglementaires régissant la matière.

Une remarque identique vaut pour l'article 90 en projet.

Article 91 en projet

Au paragraphe 3 en projet, il y a lieu de préciser dans quels cas la rétrogradation engendre l'attribution d'une échelle de traitement inférieure et dans quels cas elle engendrera l'attribution d'une classe administrative inférieure dans le même niveau.

Article 92 en projet

Au paragraphe 2 en projet, il y a lieu de prévoir un délai entre le moment où l'agent est informé des faits qui lui sont reprochés et le moment où il est interrogé afin qu'il puisse préparer utilement sa défense.

Article 93 en projet

1. Au paragraphe 3, alinéa 5, en projet, il est prévu que l'invitation à comparaître doit notamment indiquer

.../...

le lieu de consultation du dossier disciplinaire ainsi que le délai de consultation.

S'agissant des droits de la défense, il convient que l'arrêté en projet fixe lui-même ce délai de consultation et ce afin d'éviter toute décision discriminatoire.

Pour plus de clarté, il est souhaitable de rédiger le début de l'alinéa 8 de la manière suivante :

"Lorsque l'agent, qui n'a pas comparu, a fait valoir une excuse valable, il est convoqué une seconde fois. Si, dans ce cas, il s'abstient à nouveau de comparaître, le conseil de direction ou la commission ... (la suite comme au projet).".

2. Au paragraphe 4 en projet, il convient de prévoir expressément que les secrétaires chargés d'assister la commission disciplinaire n'ont pas voix délibérative. Au surplus, à la cinquième ligne, il faut insérer le mot "ceux" entre le mot "ou" et les mots "qui ont pris part".

Article 5

1. Il convient d'insérer dans le texte même de l'arrêté royal du 25 avril 1956, les dispositions prévues à l'article 5 du projet.

.../...

2. Comme l'indique le paragraphe 1er en projet, l'objectif poursuivi par ces dispositions transitoires est de faciliter l'intégration du personnel de la Coopération au développement, soumis actuellement au statut organisé par l'arrêté royal du 10 avril 1967, dans la carrière des attachés de la Coopération internationale.

A cette fin, les dispositions en projet organisent une procédure de recrutement plus souple et dispensent ces personnes, dans certaines conditions, du stage et de l'examen d'admission définitive.

En cas de réussite du concours de recrutement, ces personnes seront admises dans une position administrative spéciale pendant une période maximale de 5 ans.

Pendant cette période, ces personnes doivent réussir une épreuve portant sur la connaissance "usuelle" (1) de la seconde langue nationale ainsi qu'une épreuve portant sur la connaissance suffisante de l'anglais ou de l'espagnol.

Les candidats ont l'occasion de présenter trois fois l'épreuve portant sur la connaissance "usuelle" (1) de la seconde langue nationale et deux fois l'épreuve portant sur la connaissance suffisante de l'anglais ou de l'espagnol.

(1) Il convient de se référer à l'observation formulée sous l'article 67 en projet.

En cas d'échec de l'épreuve portant sur la connaissance "usuelle" (1) de la seconde langue nationale, les candidats peuvent alors se présenter à une épreuve portant "sur la connaissance passive de la seconde langue nationale dont le niveau est défini par le ministre qui a la Coopération au développement dans ses attributions, en concertation avec le ministre de la Fonction publique et après avis du Secrétaire permanent au recrutement".

Un assouplissement de certaines conditions de recrutement pour le personnel coopérant soumis à l'arrêté royal du 10 avril 1967, précité, n'est pas critiquable au regard des principes constitutionnels de l'égalité et de non-discrimination dans la mesure où il est tenu compte de raisons objectives justifiant une telle différence de traitement. Par contre, il n'appartient pas à l'auteur du projet de déroger à l'article 47, § 5, des lois coordonnées sur l'emploi des langues en matière administrative.

Aux termes de cette disposition, les titulaires d'emplois affectés à l'ensemble des services établis à l'étranger "doivent fournir, devant un jury composé par le secrétaire permanent au recrutement, la preuve qu'ils possèdent de la seconde langue - le néerlandais ou le français - une connaissance appropriée à leurs fonctions".

Par un arrêté royal du 30 novembre 1966 fixant les conditions de délivrance des certificats de connaissances linguistiques prévus à l'article 53 des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966, le Roi a défini les examens linguistiques

.../...

à subir par les titulaires d'emplois affectés à l'ensemble des services établis à l'étranger.

L'article 14 de cet arrêté royal distingue ces examens en fonction des niveaux.

Il ne ressort nullement de cette disposition qu'une connaissance "appropriée" de la seconde langue nationale puisse se limiter à une simple connaissance passive de celle-ci.

L'article examiné doit, en conséquence, être fondamentalement revu.

Observation finale

Si le but poursuivi par le projet est de créer une nouvelle carrière au profit notamment du personnel de la coopération au développement soumis au statut de l'arrêté royal du 10 avril 1967, précité, il conviendrait également que l'auteur du projet s'interroge sur la nécessité de maintenir en l'état cet arrêté royal.

Il ressort des explications du chef de cabinet du secrétaire d'Etat à la Coopération au développement qu'il n'y aura plus, à l'avenir, de coopérant engagé par l'Etat belge.

Les missions de la Coopération au développement seront désormais assumées par les attachés de la Coopération

.../...

internationale du ministère des Affaires étrangères ainsi que par la "Coopération technique belge".

Cependant, selon le chef de cabinet, il convient de maintenir l'arrêté royal du 10 avril 1967, précité, en vigueur afin de garantir les droits des agents de la coopération, pendant le temps nécessaire à leur recrutement, soit au sein du ministère des Affaires étrangères, soit à la "Coopération technique belge".

Dans un souci de sécurité juridique, il convient cependant que l'auteur du projet procède dès à présent à l'abrogation des dispositions qui n'ont plus de raison d'être.

Overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, ingevoegd bij de wet van 4 augustus 1996, moeten in de advies-aanvraag in het bijzonder de redenen worden aangegeven tot staving van het spoedeisende karakter ervan.

In het onderhavige geval luidt de motivering zoals ze in de aanhef van het ontworpen koninklijk besluit wordt weergegeven aldus :

"Gelet op het verzoek om spoedbehandeling, gemotiveerd door de omstandigheid dat, enerzijds, de wet tot oprichting van de BTC aan deze exclusief de uitvoering van bepaalde taken van openbare dienst op het vlak van de directe bilaterale samenwerking toekent en, anderzijds, de Algemene Samenwerkings- akkoorden en de Bijzondere Vergelijken tussen de Belgische Staat en de partnerlanden, partners van de Belgische Directe Bilaterale Samenwerking, bepalen dat de uitvoering van deze taken wordt toevertrouwd aan het Algemeen Bestuur van de Ontwikkelingssamenwerking, en dat het dus past dat deze partnerlanden binnen de kortst mogelijke termijn op de hoogte kunnen worden gebracht van de modaliteiten dewelke de continuïteit van de verwezenlijking van de prestaties inzake ontwikkelings-samenwerking dienen te garanderen, alsmede de omstandigheid dat elk verder uitstel met betrekking tot de tenuitvoerlegging van de wetten en besluiten tot herinrichting van de Belgische Internationale Samenwerking aanleiding kan geven tot verwarring bij de partners van de Belgische Internationale Samenwerking;".

*

*

*

.../...

Overeenkomstig artikel 84, tweede lid, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State heeft de afdeling wetgeving zich beperkt tot het maken van de volgende opmerkingen.

Aanhef

Tweede tot vijfde lid

Deze leden dienen te vervallen. De regelingen waarnaar daarin wordt verwezen, leveren voor het ontworpen besluit immers geen enkele rechtsgrond op en ze worden niet gewijzigd door het ontwerp.

Zesde lid

Naar het koninklijk besluit van 25 april 1956 tot vaststelling van het statuut der personeelsleden van het ministerie van Buitenlandse Zaken en Buitenlandse Handel behoort te worden verwezen met vermelding van alle uitdrukkelijke nog van kracht zijnde wijzigingen die dat besluit heeft ondergaan.

Zevende lid

Ingeval het besluit van 10 april 1967 waarnaar in dit lid verwezen wordt geheel of gedeeltelijk dient te

.../...

worden opgeheven, dienen alle wijzigingen die daarin zijn aangebracht te worden vermeld (1).

Dertiende lid

Wanneer om mededeling van het advies binnen een termijn van ten hoogste drie dagen wordt verzocht, wordt het lid dat daarop betrekking heeft gewoonlijk als volgt gesteld :

"Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 7 april 1999, met toepassing van artikel 84, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;".

Dispositief

Artikel 4

1. Dit artikel bepaalt dat het koninklijk besluit van 25 april 1956 wordt aangevuld met een hoofdstuk VI. Zodoende plaatst de steller van het ontwerp dit hoofdstuk achter de slot- en overgangsbepalingen, wat strijdig is met de aanbevelingen inzake wetgevingstechniek.

Daarom dienen de bepalingen betreffende de carrière van de attachés voor Internationale Samenwerking in de vorm van een hoofdstuk IIIbis te worden ingevoegd na hoofdstuk III, betreffende de kanselarijcarrière.

(1) Zie de slotopmerking.

2. Zoals uit de uitleg van de kabinetschef van de Staatssecretaris voor Ontwikkelingssamenwerking blijkt, zijn de bepalingen van dit nieuwe hoofdstuk grotendeels gesteld naar het voorbeeld van die betreffende de personeelsleden van de carrière Buitenlandse Dienst van het Ministerie van Buitenlandse Zaken.

Voor zover die bepalingen vroeger reeds ter fine van advies aan de afdeling wetgeving zijn voorgelegd, wordt verwezen naar de voorgaande adviezen die daarop betrekking hebben.

Ontworpen artikel 64

Aangezien het de bedoeling van de steller van het ontwerp is het statuut van de personeelsleden van de carrière van de attachés voor Internationale Samenwerking te onttrekken aan de toepassing van zowel het koninklijk besluit van 7 augustus 1939 betreffende de evaluatie en de loopbaan van het rijkspersoneel, zoals dat het laatst gewijzigd is bij het koninklijk besluit van 2 december 1998, als van de wijzigingen die daaraan naderhand zouden worden aangebracht, dienen in het tweede lid, onderdeel 2°, in fine, de woorden "het laatst gewijzigd bij koninklijk besluit van 2 december 1998" te vervallen.

.../...

Ontworpen artikel 67

1. In paragraaf 2 van deze bepaling wordt het programma van het vergelijkend wervingsexamen vastgesteld. Het ontworpen onderdeel 2° voorziet in

"een examen over de gebruikelijke kennis van de tweede landstaal om een functie van niveau 1 uit te oefenen, zoals vastgesteld in artikel 14 van het koninklijk besluit van 30 november 1966 houdende vaststelling van de voorwaarden voor het uitreiken van de bewijzen omtrent de taalkennis voorgeschreven bij artikel 53 van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken samengevat op 18 juli 1966".

De Raad van State stelt vast dat artikel 6, § 3, 3°, van het voormelde koninklijk besluit van 25 april 1956, zijnerzijds, voor de werving van gegadigden voor de carrière Buitenlandse Dienst, voorziet in een examen "over de voldoende kennis van het Nederlands of het Frans ...".

De uitdrukking "de gebruikelijke kennis" is ongeschikt. Men kan van een taal immers geen gebruikelijke kennis hebben, maar men kan wel zijn gebruikelijke taal kennen. Afgezien daarvan ontgaat de Raad van State het verschil tussen een "gebruikelijke kennis" en een "voldoende kennis".

Als het de bedoeling van de steller van het ontwerp is om tijdens het stadium van de werving dezelfde mate van talenkennis te eisen, dient een eenvormige terminologie gehanteerd te worden.

.../...

Mocht er een andere bedoeling zijn, dan zou er een reden moeten worden opgegeven voor het verschil qua vereiste kennis van de tweede taal tussen de personeelsleden van de carrière buitenlandse dienst van het Ministerie van Buitenlandse Zaken en de attachés voor Internationale Samenwerking in het licht van het beginsel van de gelijkheid en de non-discriminatie.

2. Wat het ontworpen onderdeel 4° betreft, ontgaat de Raad van State de exacte draagwijdte van de opdracht van bevoegdheid aan de minister tot wiens bevoegdheid de Ontwikkelingssamenwerking behoort, aangezien het kennisniveau in die bepaling reeds is vastgelegd. Die bepaling geeft immers aan dat van het Engels of het Spaans een voldoende kennis vereist wordt.

3. In het ontworpen vierde lid van paragraaf 2, dienen over het voorexamen bepaalde preciseringen te worden gegeven naar het model van artikel 6, § 2, van het voormelde koninklijk besluit van 25 april 1956.

Ontworpen artikel 68

1. In verband met de ontworpen paragraaf 4 rijst de vraag of de bevoegdheid die aan de minister wordt opgedragen niet nauwkeuriger zou moeten worden bepaald wat de inhoud van het programma van de cursussen betreft.

.../...

Voorts verdient het aanbeveling om vooraan in deze paragraaf te schrijven : "Tijdens de proeftijd volgen de geslaagden de voorgeschreven cursussen ...".

Bovendien zou overal in het ontwerp het woord "stage" moeten worden vervangen door het woord "proeftijd".

2. In de ontworpen paragraaf 5 dienen de nadere regels voor de aanwijzing van de stagemeeester te worden aangegeven.

Ontworpen artikel 69

1. In de ontworpen paragraaf 1 behoort te worden bepaald dat het personeelslid dat zijn proeftijd vervult opmerkingen kan doen kennen over de stageverslagen die over hem zijn opgemaakt, naar het voorbeeld van wat gangbaar is in de federale overheidsdiensten (1).

2. De ontworpen paragraaf 2 betreft het geval dat het personeelslid dat zijn proeftijd vervult, tijdens de periode die aan het examen voor vaste benoeming voorafgaat, wordt ontslagen wegens beroepsongeschiktheid.

(1) Zie in deze zin inzonderheid artikel 28quinquies van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het Rijkspersoneel.

Die bepaling behoort te worden aangevuld met de vermelding dat het personeelslid dat zijn proeftijd vervult, vooraf wordt gehoord, zoals in de ontworpen paragraaf 3 het geval is.

3. Bij de ontworpen paragraaf 3, derde lid, rijst de vraag of de directieraad een verlenging van de proeftijd kan voorstellen. In de tekst wordt daarover niets gezegd.

Ontworpen artikel 70

Zo precies als artikel 9 van het voornoemde koninklijk besluit van 25 april 1956 is in verband met de inhoud van de gedeelten van het examen voor vaste benoeming van degenen die hun proeftijd vervullen in de carrière Buitenlandse Dienst, zo vaag is het ontworpen artikel 70, § 1.

Het artikel behoort te worden aangevuld.

Ontworpen artikel 71

In de ontworpen paragraaf 2, tweede lid, is sprake van afwezigheid "wegens ziekte of gebrekkigheid".

Zou het niet beter zijn die afwezigheid ruimer op te vatten, gelet op het ontworpen artikel 68, § 6, waarin het woord "overmacht" wordt gebruikt ?

.../...

Ontworpen artikel 72

In het tweede lid behoren de woorden "voor de stagiairs die niet geslaagd zijn voor een van de examen-gedeelten, opgesomd in artikel 70, § 1" te vervallen.

Ontworpen artikel 81

Deze bepaling regelt de bevordering door verhoging in weddeschaal voor de carrière van de attachés voor Internationale Samenwerking.

Het ontworpen tweede lid is evenwel vaag. Het zou uitdrukkelijk moeten verwijzen naar de bepalingen inzake rangschikking van het rijkspersoneel in geval van bevordering door verhoging in weddeschaal, inzonderheid gelet op het ontworpen artikel 64, tweede lid.

Ontworpen artikel 85

In het ontworpen derde lid en in het ontworpen vierde lid behoort nauwkeurig te worden verwezen naar de regelgeving terzake.

Eenzelfde opmerking geldt voor het ontworpen artikel 90.

.../...

Ontworpen artikel 91

In de ontworpen paragraaf 3 moet worden vermeld in welke gevallen terugzetting in graad gepaard gaat met de toekenning van een lagere weddeschaal en in welke gevallen ze gepaard gaat met de toekenning van een lagere administratieve rang in hetzelfde niveau.

Ontworpen artikel 92

In de ontworpen paragraaf 2 moet worden vermeld welke termijn verloopt tussen het ogenblik dat het personeelslid op de hoogte wordt gebracht van de ten laste gelegde feiten en het ogenblik dat het gehoord wordt, zodat het zijn verdediging naar behoren kan voorbereiden.

Ontworpen artikel 93

1. Volgens de ontworpen paragraaf 3, vijfde lid, moet in de oproeping om te verschijnen onder meer worden vermeld waar en binnen welke termijn het tuchtdossier ter inzage ligt.

Aangezien het de rechten van verdediging betreft, moet die termijn in het ontworpen besluit zelf worden bepaald, opdat elke discriminerende beslissing wordt voorkomen.

.../...

Duidelijkheidshalve is het wenselijk het begin van het achtste lid als volgt te stellen :

"Wanneer de ambtenaar, die niet is verschenen, daarvoor een geldige reden heeft aangevoerd, wordt hij een tweede keer opgeroepen. Als hij dan evenmin verschijnt, doet de directieraad of de tuchtcommissie uitspraak louter op grond van de stukken van het dossier, zelfs indien betrokkene een geldige reden voor zijn afwezigheid kan aanvoeren.".

2. In de ontworpen paragraaf 4 moet uitdrukkelijk worden vermeld dat de secretarissen die de tuchtcommissie bijstaan, niet stemgerechtigd zijn. Voorts schrijve men :

"§ 4. De ambtenaar tegen wie de tuchtvordering is ingesteld en de ambtenaren die, in welke hoedanigheid ook, aan de tuchtprocedure hebben deelgenomen, mogen geen zitting hebben in en mogen evenmin deelnemen aan de beraadslaging van de directieraad of de tuchtcommissie. (... voorts zoals in het ontwerp).".

Artikel 5

1. De bepalingen vermeld in artikel 5 van het ontwerp moeten worden ingevoegd in het koninklijk besluit van 25 april 1956.

.../...

2. Zoals uit de ontworpen paragraaf 1 blijkt, hebben die overgangsbepalingen ten doel het personeel van de coöperatie met de ontwikkelingslanden, dat thans onder het bij het koninklijk besluit van 10 april 1967 ingestelde statuut valt, vlotter te kunnen opnemen in de carrière van de attachés voor Internationale Samenwerking.

Daartoe wordt bij de ontworpen bepalingen een soepeler wervingsprocedure ingesteld en worden de betrokkenen, in bepaalde omstandigheden, vrijgesteld van de proeftijd en het examen voor vaste benoeming.

De geslaagden voor het wervingsexamen worden gedurende een maximale periode van 5 jaar tot een bijzondere administratieve positie toegelaten.

Binnen die periode moeten die personen slagen voor een examen over de "gebruikelijke" (1) kennis van de tweede landstaal, alsook voor een examen over de voldoende kennis van het Engels of het Spaans.

De gegadigden mogen drie keer deelnemen aan het examen over de "gebruikelijke" (1) kennis van de tweede landstaal. Aan het examen over de voldoende kennis van het Engels of het Spaans mogen ze twee keer deelnemen.

Wie niet slaagt voor het examen over de "gebruikelijke" (1) kennis van de tweede landstaal, kan zich aanmelden voor een examen "over de passieve kennis van de

(1) Zie de opmerking bij het ontworpen artikel 67.

tweede landstaal waarvan het niveau bepaald wordt door de Minister tot wiens bevoegdheid de ontwikkelingssamenwerking behoort, in overleg met de Minister van Ambtenarenzaken en op advies van de vaste Wervingssecretaris".

In het licht van de grondwettelijke beginselen van gelijkheid en non-discriminatie is er niets op tegen dat bepaalde wervingsvoorwaarden voor het coöperatiepersoneel dat onder het voornoemde koninklijk besluit van 10 april 1967 valt, worden versoepeld, voor zover rekening wordt gehouden met objectieve redenen die zulk een verschil in behandeling wettigen. Daarentegen is de steller van het ontwerp niet gerechtigd om af te wijken van artikel 47, § 5, van de gecoördineerde wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken.

Luidens die bepaling moeten titularissen van betrekkingen die voor de gezamenlijke buitenlandse diensten aangewezen zijn, "voor een examencommissie, samengesteld door de Vaste Wervingssecretaris, het bewijs leveren dat zij een aan hun functie aangepaste kennis van de tweede taal - het Frans of het Nederlands - bezitten".

Bij een koninklijk besluit van 30 november 1966 tot vaststelling van de voorwaarden voor het uitreiken van de bewijzen omtrent de taalkennis voorgeschreven bij artikel 53 van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken samengevat op 18 juli 1966 heeft de Koning bepaald welke taalexamens moeten worden afgelegd door titularissen van betrekkingen die voor de gezamenlijke buitenlandse diensten aangewezen zijn.

.../...

In artikel 14 van dat koninklijk besluit wordt een onderscheid gemaakt tussen die examens op basis van het niveau waartoe de personeelsleden behoren.

Uit die bepaling blijkt geenszins dat de "aangepaste" kennis van de tweede landstaal zich tot een louter passieve kennis van die taal mag beperken.

Het onderzochte artikel moet bijgevolg grondig worden herzien.

Slotopmerking

Als het ontwerp tot doel heeft een nieuwe "carrière" te creëren ten gunste van onder meer het personeel van de coöperatie met de ontwikkelingslanden dat onder het statuut valt dat bij het voornoemde koninklijk besluit van 10 april 1967 is vastgesteld, behoort de steller van het ontwerp zich ook af te vragen of dat koninklijk besluit in de huidige staat moet blijven bestaan.

Uit de uitleg van de kabinetschef van de Staatssecretaris voor Ontwikkelingssamenwerking blijkt dat er voortaan geen door de Belgische Staat in dienst genomen ontwikkelingswerkers meer zullen zijn.

De opdrachten van Ontwikkelingssamenwerking zullen voortaan worden vervuld door de attachés voor Internationale Samenwerking van het Ministerie van Buitenlandse Zaken, alsook door de "Belgische Technische Samenwerking".

.../...

Volgens de kabinetschef moet het voornoemde koninklijk besluit van 10 april 1967 evenwel van kracht blijven, om de rechten van het personeel van de coöperatie te waarborgen tot zij in dienst getreden zijn hetzij binnen het Ministerie van Buitenlandse Zaken, hetzij bij de "Belgische Technische Samenwerking".

Met het oog op de rechtszekerheid behoort de steller van het ontwerp evenwel nu reeds de bepalingen op te heffen die geen reden van bestaan meer hebben.

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs
de Heren

R. ANDERSEN,

président de chambre,
kamervoorzitter,

P. LIENARDY,
P. QUERTAINMONT,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

J.-M. FAVRESSE,

assesseurs de la
section de législation,
assessoren van de
afdeling wetgeving,

J. KIRKPATRICK,

Madame
Mevrouw

J. GIELISSEN,

greffier assumé,
toegevoegd griffier.

Le rapport a été présenté par
Mme P. VANDERNACHT, auditeur. La
note du Bureau de coordination
a été rédigée et exposée par
Mme F. CARLIER, référendaire
adjoint.

Het verslag werd uitgebracht
door Mevr. P. VANDERNACHT,
auditeur. De nota van het Coör-
dinatiebureau werd opgesteld en
toegelicht door Mevr. F. CARLIER,
adjunct-referendaris.

La concordance entre la version
française et la version néerlandai-
se a été vérifiée sous le contrôle
de M. R. ANDERSEN.

De overeenstemming tussen de
Franse en de Nederlandse tekst
werd nagezien onder toezicht van
de H. R. ANDERSEN.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J. GIELISSEN

R. ANDERSEN